



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Compte rendu

LUNDI 23 NOVEMBRE 2015 A 20H00
Salle du château - Montseveroux

ORDRE DU JOUR

I- FINANCES.....	4
1. Décisions modificatives n°2 – budget général.....	4
II- BATIMENTS.....	5
2. Ad'Ap	5
III- ENVIRONNEMENT.....	7
3. Décisions modificatives n°2 – budget annexe de la redevance incitative.....	7
4. Marché des déchetteries – choix des entreprises adjudicataires des prestations	7
5. Marché de collecte des déchets ménagers.....	8
6. Modification de la grille tarifaire et du règlement des déchetteries	Erreur ! Signet non défini.
IV- HABITAT - LOGEMENTS.....	9
7. Dossier de subvention FART.....	9
V- CULTURE - PATRIMOINE	10
8. Appel à projets 2015 – nouveaux projets	10
VI- EQUIPEMENTS SPORTIFS	12
9. Rapport d'activités piscine 2015	12
VII- ADMINISTRATION GENERALE	14
10. SEDI instauration d'une commission consultative avec les EPCI	14
11. Ageden – Rapport d'activités et adhésion	15
12. Marché des assurances –risques statutaires.....	15
13. ASTA : convention et tarifs cours de gymnastique.....	16
14. Rapport d'activités Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire 2014	Erreur ! Signet non défini.
VIII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	16
IX- QUESTIONS DIVERSES.....	17

CONSEIL COMMUNAUTAIRE – LUNDI 23 NOVEMBRE 2015

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE			X		
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN			Pouvoir		
M. Jean Claude SCHMIT		X			
Mme Annie MONNERY			X		
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT		X			
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme Nadège CHANAUX			X		
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
Gilbert MANIN		X			
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU	X			
M. Denis MERLIN		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE		X		
Bernard COUDERT		X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			X		
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS	X		Gille SIVIGNON	

Mr Stéphane CARRAS, Maire, accueille les membres du Conseil et laisse la parole au Président, lequel demande à l'assemblée de bien vouloir observer une minute de silence en mémoire des victimes des attentats et pour la liberté.

Après avoir remercié les membres présents, le Président donne lecture du compte-rendu de la séance du 26 octobre 2015.

Ce dernier ne faisant l'objet d'aucune remarque, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

La séance peut débuter.

I- FINANCES

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

1. Décisions modificatives n°2 – budget général

Mr MIGNOT informe l'assemblée des différents jeux d'écritures de ces décisions modificatives n°2

Vu la délibération du 23 février 2015 relative au vote du budget général primitif 2015,

Vu la délibération du 22 juin 2015 relative aux décisions modificatives n°1 au budget général 2015,

Considérant le nécessaire réajustement des dépenses et des recettes au plus près de la réalité,

FONCTIONNEMENT

Article		Dépenses	Recettes
Administration			
01-023	Virement à la section d'investissement	45 880 €	
020-73925	FPIC	- 16 725 €	
020-7325	FPIC		- 116 349 €
020-73925	Dotation solidarité	- 146 074 €	
Défense Incendie			
6811	Amortissement	570 €	
TOTAL		- 116 349 €	- 116 349 €

INVESTISSEMENT

Article		Dépenses	Recettes
Administration			
020-2051	Logiciel de gestion des achats	13 000 €	
01-10222	FCTVA		2 100 €
01-021	Virement de la section de fonctionnement		45 880 €
Défense Incendie			
281568	Amortissement		570 €
Gendarmerie			
022-2313	Constructions	63 000 €	
022-2315	Réseaux	9 000 €	
022-2313	Intégration frais insertion	580 €	
022-2033	Intégration frais insertion		580 €
01-1641	Emprunts		72 000 €

Voirie Intercommunale			
822-217510	Intégration frais insertion 2013 et 2015	820 €	
822-2033	Intégration frais insertion 2013 et 2015		820 €
Médiathèque			
321-2313	Intégration frais insertion	12 740 €	
321-2033	Intégration frais insertion		1 840 €
321-2031	Intégration frais études		10 900 €
Maison de santé			
510-2313	Maîtrise d'œuvre	300 000 €	
510-1323	Subvention Département		120 000 €
01-1641	Emprunts		144 450 €
ZA Jarcieu			
93-2315	Intégration frais insertion	390 €	
93-2033	Intégration frais insertion		390 €
ZA Champlard			
93-2031	Intégration frais insertion 2012	140 €	
93-2033	Intégration frais insertion 2012		140 €
TOTAL		399 670 €	399 670 €

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les décisions modificatives n°2 au budget général primitif telles que décrites ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II- BATIMENTS

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

2. Ad'Ap

L'agenda doit permettre d'établir un calendrier précis et chiffré des travaux d'accessibilité ainsi qu'un calendrier pluriannuel de réalisation.

Le projet d'Ad'AP doit être validé par le Préfet.

Pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, les bâtiments et installations concernés sont

- Gymnase intercommunal
- Ecole de musique de Jarcieu
- Camping
- Auberge de Pisieu
- Cinéma

- Trésorerie
- Office du tourisme
- Ecole maternelle du Gontard

Il est proposé de déposer un Ad'AP avec un travail bâtiment par bâtiment et année par année sauf en ce qui concerne le groupe scolaire qui fera l'objet d'un échelonnement sur plusieurs années.

Par année, l'échéancier se décompose de la façon suivante :

Année	Bâtiments concernés	Coût HT	
2016	Gymnase intercommunal	172 000 € Ascenseur : 150 000 € (demande de dérogation) Reste : 22 000 €	SEMIG (école maternelle du Gontard) 17 100 € (pas le même maître d'ouvrage – les travaux seront étalés sur 3 années car ERP de 5 ^{ème} catégorie)
	Ecole de musique de Jarcieu	1 030 €	
2017	Camping	13 140 € (voirie – rampes d'accès – accueil – portes)	
	Auberge de Pisieu	14 180 € (accès arrière PMR – sanitaires – portes)	
2018	Cinéma	550 000 € (intégré au projet médiathèque)	
2019	Trésorerie	2 400 €	
2020	Office du tourisme	156 356 € Ascenseur : 150 000 € (demande de dérogation) Reste 6 365 €	

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29,
Vu le Code de la Construction et de l'habitation et notamment son article R.111-19-1,
Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
Vu la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées
Vu le décret n°2006-555 du 17 mai 2006, modifié par le décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007, relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des installations ouvertes au public (IOP) et des bâtiments d'habitation,
Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,
Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,
Vu le diagnostic d'accessibilité réalisé,

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver l'Agenda d'Accessibilité Programmé tel que présenté,
Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à déposer l'Agenda d'Accessibilité Programmé à la Préfecture et à déposer les Autorisations de Travaux subséquentes,
Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents afférents à la mise en accessibilité des établissements recevant du public de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
CCTB / Bureau communautaire/ Lundi 23 novembre 2015/Compte rendu

Charger Monsieur le Président, ou son représentant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

3. Décisions modificatives n°2 – budget annexe de la redevance incitative

Vu la délibération du 23 février 2015 relative au vote du budget général primitif 2015,
Vu la délibération du 22 juin 2015 relative aux décisions modificatives n°1 au budget général 2015,

Considérant le nécessaire réajustement des dépenses et des recettes au plus près de la réalité,

Article		Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT			
812-6110	Prestations enlèvements de bennes	10 000 €	
812-62180	Personnel extérieur	- 10 000 €	
TOTAL		- €	- €

Article		Dépenses	Recettes
INVESTISSEMENT			
812-2188	Acquisitions matériel	2 000 €	
812-2315	Travaux voies et réseaux	- 2 000 €	
TOTAL		- €	- €

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les décisions modificatives telles que présentées ci-dessus,

Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier,

Charger Monsieur le Président, et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

4. Marché des déchetteries – choix des entreprises adjudicataires des prestations

Vu la délibération du 20 juillet 2015 par laquelle le Conseil communautaire a autorisé le lancement de la consultation dans le cadre d'un appel d'offres ouvert pour le marché des déchetteries.

- Un avis d'appel d'offres a été publié au BOAPM et JOUE le 22 juillet 2015 ainsi que sur la plateforme dématérialisée des Affiches le même jour
- Le marché est à prix unitaire

- Les entreprises avaient jusqu'au 11 septembre 2015 pour déposer leurs offres
- Montant estimatif de la prestation calculé selon les quantités de 2014
 - Lot 1 – Bennes gros objets : 171 816 € HT / an
 - Lot 2 : 21 000 € HT / an
 - Lot 3 : 2 000 € HT / an
- Durée du marché : 3 ans renouvelable deux fois un an
- Rappel des critères relatifs au jugement des offres
 - Valeur technique des prestations : 40 %
 - Prix des prestations : 60 % (part à l'habitant 30% + part au tonnage 30%)
- Commission d'appel d'offres pour l'ouverture des plis le 14 septembre 2015
- Après analyse des offres, la commission s'est réunie le 12 octobre 2015 et a décidé :
 - Lot 1 : procéder à une négociation avec les 3 entreprises
 - Lot 2 : retenir l'entreprise Tredi
 - Lot 3 : retenir l'entreprise Veolia
- Après négociations, la CAO propose de retenir les entreprises suivantes :

Marché des déchetteries	Entreprises	Montant HT / an
Lot 1 : Bennes gros objets	Delauzun Soviri	Enlèvement : 64 800 € Valorisation : 13 970 € Traitement : 58 400 € Total : 109 230 €
Lot 2 : déchets ménagers spéciaux	Tredi	20 331,65 €
Lot 3 : Déchets d'activités de soin à risques infectieux	Veolia	Prix unitaires

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le choix des entreprises adjudicataires des marchés des déchetteries tel que susvisé,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

5. Marché de collecte des déchets ménagers

Rappel : Par délibération du 27 avril 2015, le Conseil communautaire a autorisé le lancement de la consultation dans le cadre d'un appel d'offres ouvert pour la collecte des ordures ménagères.

- Un avis d'appel d'offres a été publié au BOAPM et JOUE le 28 avril 2015 ainsi que sur la plateforme dématérialisée des Affiches le même jour
- Les entreprises avaient jusqu'au 22 juin 2015 17h00 pour déposer leurs offres
- Montant estimatif de la prestation : 270 000 € HT / an
- Durée du marché : 3 ans renouvelable deux fois un an
- Entreprises ayant déposées un dossier :
 - SERNED
- Rappel des critères relatifs au jugement des offres
 - Valeur technique des prestations : 40 %
 - Prix des prestations : 60 % (part à l'habitant 30% + part au tonnage 30%)

- *Commission d'appel d'offres pour l'ouverture des plis le 22 juin 18h00*
- *Commission d'appel d'offres pour le choix du candidat le 6 juillet 2015 reportée au 14 septembre 2015 et au 12 octobre 2015 ainsi qu'au 28 octobre pour négociation*

Après négociations, la CAO propose de retenir l'entreprise SERNED pour 81 € HT/ T et 6,10 € HT (prix à l'habitant).

Soit en pour 1790 T + 15418 habitants un coût de marché annuel d'environ : 239 038 € HT

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le choix de l'entreprise SERNED pour le marché de collecte des OM tel que décrit ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV- HABITAT - LOGEMENTS

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

6. Dossier de subvention FART

Vu la délibération du 25 mars 2013 relative à la validation du protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés,

Vu la délibération du 27 avril 2015 relative au principe de la continuité de la participation financière de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour les dossiers du programme FART,

Le protocole dont il est question entre le cadre du projet FART (fonds d'aide à la rénovation thermique) qui consiste à améliorer la performance énergétique de logements via une aide financière.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a souhaité contribuer à la mise en œuvre du programme « habitat mieux » et aider financièrement à hauteur de 500 €, les logements concernés par cette action et éligibles à l'aide de l'anah.

Par délibération du 27 avril 2015, la C.C.T.B a validé le principe de continuer à participer financièrement à hauteur de 500 € pour tous les dossiers du programme FART quelques soit la majoration ou pas appliquée par l'Etat

Il est donc proposé de valider les dossiers ayant obtenus l'agrément de l'Anah pour le versement d'une subvention, et de permettre le versement de la contribution de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à hauteur de 500 € pour chacun soit à :

- Monsieur Patrick CLERC – 892 chemin du Fayollet – 38260 Pommier de Beaurepaire

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la validation Anah des dossiers éligibles au versement d'une subvention dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique des logements,

Décider de contribuer à hauteur de 500 euros pour chacun des dossiers comme le prévoit le protocole territorial,

Dire que les crédits sont prévus au budget primitif,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V- CULTURE - PATRIMOINE

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

7. Appel à projets 2015 – nouveaux projets

Vu la délibération du 27 avril 2015 relative à la validation des appels à projets 2015,

Lors de l'examen des projets reçus au titre de l'appel à projets Culture Patrimoine en avril, la commission avait limité les montants d'aides, afin de rester dans l'enveloppe prévue.

Rappel des critères retenus pour l'attribution d'une aide :

- *Critères prioritaires :*
 - *au moins deux associations doivent se mobiliser autour du projet*
 - *le siège social des associations doit être établi sur le territoire de la communauté de communes ou doivent être en résidence avérée sur le territoire depuis 2 ans minimum*
 - *l'aide de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire n'excédera pas 30% du budget prévisionnel.*
 - *Dans le budget prévisionnel de chaque projet doit apparaître 5% de fonds propres ou fonds privés (type sponsors) mobilisés par le groupement d'associations*
 - *le projet doit avoir un rayonnement intercommunal*
 - *le logo de la Communauté de communes doit figurer sur tous les supports de communication ainsi que les associations partenaires*
 - *une même association ne peut être présente sur plus de deux projets*
- *mentions particulières :*
 - *la commission culture et patrimoine accordera une attention toute particulière aux projets conduits par des associations partenaires, issues de différentes communes*
 - *la commission accordera une attention particulière aux projets qui se dérouleront en période creuse de début d'octobre à fin avril*
 - *la commission accordera une attention particulière aux projets nouveaux*

11 projets ont été retenus par délibération du 27 avril 2015 :

- 150 ans de la musique d'Harmonie à Jarcieu et Beaurepaire pour les 2 concerts de Musique on (re)tourne et du gala
- Le Festival Jeunesse le Buis'son à Cour et Buis,
- Le "Festival d'Humour" à Primarette,
- "Carnets de voyage" à Beaurepaire,
- "Volcans, les forges de la vie ? (Lectures, spectacles, expositions, débats)" à Revel Tourdan et Beaurepaire,
- Les "Découvertes médiévales "à Montseveroux,
- Rencontre culturelle entre les 3 groupes des Nuits de Montseveroux et les enfants, jeunes du centre social l'OVIV,
- "Premier Festival de la Bande Dessinée" à Montseveroux,
- "Ciné BD" à Beaurepaire
- Festival jeunes publics et familles : "L'enfant Phare" à Beaurepaire, Revel Tourdan et St Barthélémy,
- Exposition, ateliers participatifs sur la céramique et l'art singulier à Chalon, Monsteroux-Milieu et Montseveroux,

Finalement, certaines associations n'ont pas au besoin de la subvention et il reste quelques crédits sur la ligne "action culturelle" du fait d'actions non engagées.

La commission du 19 novembre propose de redistribuer les crédits non utilisés aux associations, selon les bilans financiers des différentes opérations.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la redistribution des crédits non utilisés aux associations tel que proposé,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Mme DEZARNAUD fait état des propositions suivantes :

Projet	Associations	Subvention versée	Aide supplémentaire attribuée lors de la Commission du 19 novembre
n°1	HIT Musique + Echo de la Valloire + Société de musique de Jarcieu	362,37 €	200,00 €
n°2	Bibliothèque ABC + Association Courtoise de Conservation du Patrimoine Local + Sou des écoles	2 180,00 €	800,00 €
n°3	Association d'animation primarettoise et le Sou des Ecoles	1 263,00 €	400,00 €
n°4	L'oiseau Lire et Bibliothèque de Beaurepaire	0,00 €	200,00 €
n°5	Cie Ephémère +Heureux Has'Arts	1 490,00 €	300,00 €
Projet	Associations	Subvention versée	

n°6	Découvertes médiévales + ORCIV + K'amis cases	466,08 €	400,00 €
n°7	ORCIV et OVIV	658,00 €	900,00 €
n°8	K'amis cases et Découvertes Médiévales	870,00 €	300,00 €
n°9	Autour de l'Oron et Bibliothèque de Beaurepaire	299,00 €	84,00 €
n°10	Cie L'Autre main et Cie Carcara	2 497,00 €	400,00 €
n°11	OVIV et Lépotofeux	400,00 €	200,00 €
		10 485,45 €	4 184,00 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI- EQUIPEMENTS SPORTIFS

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

8. Rapport d'activités piscine 2015

Rappel : La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire fait appel depuis la création de la piscine intercommunale, à un prestataire de services afin d'assurer la gestion et la surveillance de la baignade pendant les périodes d'activités.

C'est la société SEAUS qui a été retenue pour cette prestation (la dernière consultation datant de 2013) et est tenue de, conformément au cahier des charges :

- élaborer le POSS (plan d'organisation de la surveillance et des secours) de la piscine intercommunale
- assurer la surveillance et la sécurité de la baignade
- assurer les interventions de sauvetage, de réanimation, de secourisme et de police qui s'avéreront nécessaires
- contrôler quotidiennement la qualité de l'eau

- contrôler la bonne tenue du carnet sanitaire, des appareils de réanimation et trousse de secours
- tenir chronologiquement la main courante et la présenter lors des contrôles par la ville, le titulaire ou tout autre organisme habilité
- prévenir immédiatement le référent piscine de la collectivité en cas d'incident, du déroulement de tout ce qui pourrait nuire ou menacer le bon fonctionnement de la piscine

Le personnel du titulaire assure non seulement l'ordre de l'établissement, mais aussi une prestation de conseil sur les sports et la sécurité nautique.

Chaque année, le prestataire fournit son bilan d'activité.

Il est donc proposé de prendre acte dudit rapport et d'émettre d'éventuelles observations.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prendre acte dudit rapport d'activités

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

Le Président informe l'assemblée de l'ajout d'une question à l'ordre du jour.

L'assemblée valide cet ajout

VII- VOIRIE

RAPPORTEUR : Christian FANJAT

9. Avenant n°1 à la convention sous mandat avec la commune de Pisieu dans le cadre des travaux d'investissement voirie 2015

Par délibération du 27 avril 2015, le conseil communautaire a délibéré afin de valider les projets de convention d'opération sous mandat avec chaque commune concernée pour le compte desquelles la Communauté de Communes réalise les travaux.

Cette convention permet ainsi de définir les modalités de remboursement de la part communale.

Par délibération du 26 octobre 2015, l'assemblée délibérante a validé l'avenant n°1 au programme d'investissement voirie 2015, portant le montant total des travaux à **190 816,15 € HT**.

L'avenant n°1 au programme de travaux voirie 2015 concernant principalement des travaux sur la commune de Pisieu, il est nécessaire de délibérer afin de modifier par avenant, l'annexe n°1 à la convention d'opération sous mandat avec cette même commune, le montant de l'avenant ajoutant 981 € à la part communale, soit un total de marché pour la commune de Pisieu s'élevant à : 143 106,15 € HT au lieu de 120 767,90 € HT.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accepter l'avenant à l'annexe n°1 à la convention d'opération sous mandat de la commune de Pisieu dans le cadre des travaux d'investissement voirie 2015,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL : UNANIMITE

VIII- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

10. SEDI instauration d'une commission consultative avec les EPCI

Vu les dispositions de l'article 198 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, transposée à l'article L 2224-37-1 du Code général des collectivités territoriales, prévoyant la création par les syndicats intercommunaux ou mixtes d'énergies d'une Commission consultative chargée de coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, de mettre en cohérence leurs politiques d'investissement et de faciliter l'échange de données.

Vu l'article L2224-31, I et IV du Code général des collectivités, territoriales concernant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE) et les conférences départementales relatives à la programmation des investissements sur les réseaux publics de distribution,

Vu les statuts du Syndicat des Energies du Département de l'Isère (SEDI) reconnaissant pleinement à celui-ci la qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité

Vu la délibération 2015-085 votée en Comité syndical du SEDI le 28 septembre 2015,

Vu la demande de désignation de représentants de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, présentée par Monsieur le Président du SEDI pour siéger au sein de cette commission,

Prérogatives de cette commission :

- Elle doit coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, mettre en cohérence leurs politiques d'investissements et faciliter l'échange de données
- Elle comprend un nombre égal de délégués du syndicat et de représentants des EPCI concernées, ces derniers disposant d'au moins un représentant,
- Elle est présidée par le Président du syndicat ou son représentant et se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son Président ou de la moitié au moins de ses membres
- Un membre de la commission, nommé par les EPCI, est associé à la conférence départementale d'investissement présidée par Monsieur le Préfet, dite « Loi NOME »,

Composition de la commission :

La commission comprend un nombre égal de délégués du syndicat et de représentant des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat.

Légalement, chacun de ces établissements dispose d'au moins un représentant. Eu égard au nombre d'EPCI concernés qui l'élève à 27, le SEDI propose que chaque EPCI à fiscalité propre, désigne un seul représentant, et ce au plus tard la sixième semaine qui suit la notification de la délibération du syndicat au Président de l'EPCI concerné.

A défaut pour l'EPCI d'avoir désigné son représentant dans le délai imparti, celui-ci sera représenté au sein de la commission consultative par son Président, sans préjudice qu'ultérieurement l'organe délibérant de l'EPCI désigne un nouveau représentant en remplacement du représentant en place.

La loi indique que la commission est présidée par le Président du syndicat ou son représentant et se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de son Président ou de la moitié au moins de ses membres.

Après la création de la commission, le syndicat peut assurer, à la demande et pour le compte d'un ou de plusieurs EPCI à fiscalité propre qui en sont membres, l'élaboration du plan climat-air-énergie territorial mentionné à l'article L229-26 du code de l'environnement, ainsi que la réalisation d'actions dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Elirepour siéger en qualité de représentant de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au sein de la commission consultative paritaire du SEDI,

Le Président et Mr MONTAGNIER se présentent pour agir en qualité de représentant de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au SEDI.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

11. Ageden – Rapport d’activités et adhésion

L’Ageden dont l’objet associatif est « d’accompagner et de promouvoir les actions en faveur de la transition vers une gestion durable des ressources et de l’énergie » a développé une expertise, des outils et des compétences mutualisées à l’échelle du l’Isère, grâce au soutien partagé de ses partenaires publics.

Elle met ainsi à disposition des différents publics un service de conseil indépendant sur les questions d’énergie, de rénovation de l’habitat et d’éco-consommation.

Un rapport d’activités 2014 est consultable à cet effet sur le site « élu »

Consciente que la transition énergétique ne pourra se faire sans l’implication de tous les acteurs locaux et notamment des intercommunalités, l’Ageden a fait évoluer ses statuts lors de sa dernière assemblée générale de mai 2015 en créant un collège spécifique pour les collectivités territoriales adhérentes (Statuts consultables sur le site « élu »).

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est sollicitée afin d’adhérer pour pouvoir participer à la gouvernance de l’association pour mieux intégrer les préoccupations des collectivités locales dans ses orientations.

Le montant de l’adhésion est de 100 € pour les collectivités.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prendre acte du rapport d’activités 2014 de l’Ageden,

Décider d’adhérer et de participer à la gouvernance de l’association AGEDEN pour un montant de participation de 100 €,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution de la présente délibération

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

12. Marché des assurances –risques statutaires

Courant 2013, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a lancé une consultation relative aux marchés d’assurance de la collectivité :

- Dommage aux biens
- Flotte véhicule et auto mission
- Responsabilité civile
- Protection juridique
- Risques statutaires

Dans le cadre de cette dernière prestation (risques statutaires), la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a reçu de la part du prestataire (Breteuil assurance) un courrier recommandé avec accusé réception, dénonçant le contrat à compter du 1^{er} janvier 2016.

Afin de pouvoir couvrir les risques statutaires du personnel de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à compter du 1^{er} janvier 2016, il est proposé d'adhérer par le biais d'une convention au contrat groupe de commande statutaire du Centre de gestion de l'Isère pour les conditions suivantes :

- Taux de la masse salariale de 7,17 % pour les agents CNRACL – participation à la prise en charge à hauteur de 40%
- Taux de la masse salariale de 1,10 % pour les agents IRCANTEC

Ces taux comprennent les frais de gestion du CDG38 (0,12%)

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

13. ASTA : convention et tarifs cours de gymnastique

Rappel : L'ASTA est une association loi 1901, qui propose un large éventail d'activités sportives aux séniors d'au moins 50 ans, du département de l'Isère, notamment des cours de gymnastique. La pratique de ces activités s'effectue dans un contexte relationnel d'amitié, d'entraide et de solidarité.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire prend en charge le coût des cours de gymnastique organisés par cette association afin que les séniors résidants sur le territoire puissent avoir l'accès gratuit.

En revanche, les séniors résidants hors canton, doivent verser une participation.

Pour l'année 2015, la cotisation de ces derniers avait été fixée à 35 €.

Il est proposé de conserver le même tarif de 35€ pour la saison 2015-2016.

De plus, dans le cadre des cours de gymnastique de la rentrée 2015, l'association ASTA propose de poursuivre la collaboration avec la Communauté de Commune selon les accords suivants :

- prestations de l'animatrice au coût réel : salaires, charges patronales et frais de déplacements
- participation au coût du conseiller technique, et frais généraux, soit 5,50 € par heure de cours

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Approuver les conditions de la collaboration avec l'association ASTA telles que susvisées,

Approuver le tarif 2015/2016 tel qu'énoncé ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IX- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant l'aliénation de gré à gré d'un bien meuble

Présentation des décisions passées en octobre 2015.

CCTB / Bureau communautaire/ Lundi 23 novembre 2015/Compte rendu

Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT		
Date	Objet	Montant HT
8 oct	DECI n°048 Instrument de musique	6 620,35 € Sté Rythmes et sons
8 oct	DECI n°049 Aliénation de gré à gré d'un bien meuble Laminoir	500 € Sté Troc Mat Troc Loc
13 oct	DECI N°050 Eclairage gymnase intercommunal (4 projecteurs)	5 144 € Sté Electricité générale Poipy
13 oct	DECI n°051 Charpente couverture sur les ateliers Relais	26 680,40 € Sté Dorey Laniel
20 oct	DECI n°052 Piscine – réfection des réseaux (béton désactivé)	2 167,50 € Sté Laquet SA
26 oct	DECI n°053 Maîtrise d'œuvre pour les travaux d'extension et de mise aux normes du crématorium de Beaurepaire	25 000 € Atelier Bertin Architectes
27 oct	DECI n°054 Travaux de pose de poteaux incendie sur le territoire de Beaurepaire	43 654,16 € Syndicat des eaux Dolon Varèze
28 oct	DECI n°055 Défense incendie – acquisition d'une citerne souple	5 036,40 € SAS Labaronne Citaf
29 oct	DECI n°056 Mission de contrôle technique pour la construction d'une maison de santé pluri professionnelle	9 150 € Sté Qualiconsult
29 oct	DECI n°057 Etudes géotechniques pour la construction d'une maison de santé pluri professionnelle	2 390 € Sté EGSOL

X- QUESTIONS DIVERSES

- Mr MONTAGNIER informe l'assemblée que les travaux d'installation des citernes de réserve incendie de Beaurepaire sont terminés. Des essais doivent avoir lieu prochainement.
Il précise que ces citernes permettront de défendre le quartier jouxtant la piscine ainsi que le camping qui, lors d'une commission sécurité a été menacé de fermeture, faute de défense incendie suffisante.
- Le Président informe qu'un conseil communautaire exceptionnel aura lieu le mardi 1^{er} décembre 2015 à Jarcieu (salle de musique)